

**Art. 5.** In artikel 14 van het koninklijk besluit van 22 maart 1961 ter uitvoering van artikel 5 van de wet van 14 mei 1955 en van de artikelen 24, 27 en 32 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van de wetgeving betreffende het kleuter-, lager, middelbaar, normaal, technisch en kunstonderwijs, worden de woorden „, met uitzondering van artikel 13” opgeheven.

**Art. 6.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2024.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 oktober 2023.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,  
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen,  
en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de  
Jeugd, Justitiehuzen, Jeugd en Promotie van Brussel,

F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—  
Nota

Zitting 2023-2024

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 592-1 – Verslag van de Commissie, nr. 592-3 – Tekst aangenomen tijdens de plenaire zitting, nr. 592-3

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. – Vergadering van 18 oktober 2023.”.

---

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/46946]

**5 OCTOBRE 2023. — Décret spécial portant diverses dispositions en matière de gouvernance, transparence, autonomie et contrôle des organismes qui dépendent de la Communauté française**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit,

CHAPITRE 1. — *Disposition modifiant le décret du 4 octobre 2023 relatif à la gouvernance, à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française*

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1 alinéa 1<sup>er</sup>, 1., 1.1, du décret du 4 octobre 2023 relatif à la gouvernance, à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° un itéra *l*) rédigé comme suit est inséré : « *l*) l'Académie de Recherche et de l'Enseignement Supérieur (ci-après en abrégé ARES) visée par le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ; » ;

2° un itéra *m*) rédigé comme suit est inséré : « *m*) Wallonie Bruxelles Enseignement (ci-après en abrégé WBE) visé par le décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française ; ».

**Art. 2.** L'article 2, alinéa 2, du même décret est complété par deux points rédigés comme suit : « 15. L'article 1<sup>er</sup>, 7., alinéa 2, et les articles 3 à 8 et 14 ne sont pas applicables à l'ARES. A l'exception de la disposition de l'article 1<sup>er</sup>, 7., alinéa 2, relative à la limite d'un vice-président au sein de l'organe restreint de gestion ; 16. Les articles 3 à 6, 9, 14, 15, § 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, et les articles 16 à 19 ne s'appliquent pas à WBE. ».

**Art. 3.** L'article 15, § 1<sup>er</sup>, du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Par dérogation à alinéa 1<sup>er</sup>, la date de remise du rapport annuel d'activités de l'ARES est fixée à l'article 31 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études. ».

**Art. 4.** A l'article 18, § 5, alinéa 2, du même décret les mots « et de l'ARES » sont insérés entre les mots « IPFI » et « couvre ».

**Art. 5.** A l'article 66 du même décret, les mots « *l*, et *m*) » sont insérés après les mots « *b*) à *e*) ».

CHAPITRE 2. — *Disposition modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études*

**Art. 6.** Les articles 35 et 36 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études sont abrogés.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 28 du même décret, le § 2 est remplacé comme suit : « § 2. Le Gouvernement désigne également, sur proposition du Conseil d'administration, un vice-président parmi les membres effectifs visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>.

Lorsqu'il propose un vice-président, le Conseil d'administration veille à une stricte alternance entre les différentes formes d'enseignement représentées.

Le mandat est d'un an renouvelable.

En cas d'empêchement du Président ou de vacance de la fonction, ses fonctions sont provisoirement exercées par le Vice-Président. ».

§ 2. A l'article 32 du même décret, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé comme suit : « Le Bureau exécutif de l'ARES est désigné par le Conseil d'administration ; il est composé de neuf membres, répartis comme suit :

1<sup>o</sup> le président ;

2<sup>o</sup> le vice-président ;

3<sup>o</sup> trois membres, n'ayant pas la qualité de vice-président, issus des catégories visées à l'article 28, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, sans qu'ils ne puissent provenir de la même forme d'enseignement que celle dont provient le vice-président, proposés par celles-ci ;

4<sup>o</sup> deux membres issus de la catégorie visée à l'article 28, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, proposés par celle-ci ;

5<sup>o</sup> deux membres issus de la catégorie visée à l'article 28, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, proposés par celle-ci.

Leur mandat est d'un an, renouvelable. ».

§ 3. A l'article 38 du même décret, à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots chaque vice-président » sont remplacés par « parmi ceux-ci, chaque membre ».

CHAPITRE 3. — *Disposition modifiant le décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française*

**Art. 8.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française, les mots « décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française » sont remplacés par les mots « décret du 4 octobre 2023 relatif à la gouvernance, à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française ».

**Art. 9.** L'article 12 du même décret est remplacé par ce qui suit : « § 1<sup>er</sup>. Le Conseil WBE élit un président et un vice-président parmi les membres visés à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>. Ils tirent leur mandat de groupes politiques reconnus différents.

Le règlement organique prévoit les règles de remplacement en cas d'absence ou d'empêchement du président et du vice-président.

§ 2. Le président, le vice-président, un administrateur visé à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup> désigné par le Conseil WBE et l'administrateur général forment le Bureau chargé de l'instruction des dossiers à présenter au Conseil WBE et des missions que lui délègue ce dernier. ».

CHAPITRE 4. — *dispositions finales*

**Art. 10.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024, à l'exception des articles 2 à 4 et 7 qui entrent en vigueur le 14 septembre 2024.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donnée à Bruxelles, le 5 octobre 2023.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,  
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,  
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,  
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la  
Jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,  
F. BERTIEAUX

La Ministre de l'Éducation,  
C. DESIR

—  
Note

Session 2023-2024

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 586-1. – Rapport de commission, n° 586-2 - Texte adopté en séance plénière, n° 586-3

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 4 octobre 2023.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/46946]

**5 OKTOBER 2023. — Bijzonder decreet houdende diverse bepalingen inzake het bestuur, de transparantie, de autonomie en de controle in verband met de instellingen die onder de Franse Gemeenschap ressorteren**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en wij, de Regering, bekrachtigen hetgeen volgt,

**HOOFDSTUK 1.** — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 4 oktober 2023 betreffende het bestuur, de transparantie, de autonomie en de controle in verband met de instellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren.*

**Artikel 1.** In artikel 1, lid 1, 1., 1.1 van het decreet van 4 oktober 2023 betreffende het bestuur, de transparantie, de autonomie en de controle in verband met de instellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° een als volgt opgesteld punt *l*) wordt ingevoegd: "l) de Académie de Recherche et de l'Enseignement Supérieur (hierna afgekort tot ARES) bedoeld in het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;"

2° een als volgt opgesteld punt *m*) wordt ingevoegd: "m) Wallonie Bruxelles Enseignement (hierna afgekort tot WBE) bedoeld in het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;"

**Art. 2.** Artikel 2, lid 2 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met twee punten die als volgt zijn opgesteld: "15. Artikel 1, 7., lid 2 en artikelen 3 tot 8 en 14 zijn niet van toepassing op het ARES. Met uitzondering van de bepaling in artikel 1, 7., lid 2 inzake de beperking tot één ondervoorzitter binnen het beperkte bestuursorgaan; 16. Artikelen 3 tot 6, 9, 14, 15, § 1, leden 1 en 2, en artikelen 16 tot 19 zijn niet van toepassing op WBE."

**Art. 3.** Artikel 15, § 1 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid dat als volgt is opgesteld: "In afwijking van lid 1 is de datum voor de indiening van het jaarlijkse activiteitenverslag van de ARES vastgesteld in artikel 31 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies."

**Art. 4.** In artikel 18, § 5, lid 2 van hetzelfde decreet worden de woorden "en van de ARES" ingevoegd tussen de woorden "IPFI" en "bestrijkt".

**Art. 5.** In artikel 66 van hetzelfde decreet worden na de woorden "b) tot e)" de woorden "l, en m)" ingevoegd.  
**HOOFDSTUK 2.** — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.*

**Art. 6.** Artikelen 35 en 36 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies worden opgeheven.

**Art. 7.** § . 1. In artikel 28 van hetzelfde decreet wordt § 2 als volgt vervangen: "§ 2. Op voordracht van de Raad van bestuur wijst de Regering tevens een ondervoorzitter aan onder de gewone leden bedoeld in § 1, lid 1, 2°, 3°, 4° en 5°.

Wanneer de Raad van bestuur een ondervoorzitter voordraagt, ziet de Raad toe op een strikte afwisseling tussen de verschillende vertegenwoordigde opleidingsvormen.

Het mandaat duurt een jaar en kan worden verlengd.

Als de Voorzitter is verhinderd of zijn ambt vacant is, worden zijn ambten tijdelijk uitgeoefend door de Ondervoorzitter."

§ 2. In artikel 32 van hetzelfde decreet wordt lid 1 als volgt vervangen: "Het Uitvoerend bureau van de ARES wordt aangewezen door de Raad van bestuur en bestaat uit negen leden, die als volgt zijn verdeeld:

1° de voorzitter;

2° de ondervoorzitter;

3° drie leden die niet de hoedanigheid van ondervoorzitter hebben, en afkomstig zijn uit de categorieën bedoeld in artikel 28, § 1, lid 1, 2°, 3°, 4° en 5°, met dien verstande dat ze niet uit dezelfde opleidingsvorm mogen komen als die waaruit de ondervoorzitter afkomstig is, en worden voorgedragen door deze categorieën;

4° twee leden die afkomstig zijn uit de categorie bedoeld in artikel 28, § 1, lid 1, 6°, en worden voorgedragen door deze categorie;

5° twee leden die afkomstig zijn uit de categorie bedoeld in artikel 28, § 1, lid 1, 7°, en worden voorgedragen door deze categorie.

Hun mandaat duurt een jaar en kan worden verlengd."

§ 3. In artikel 38 van hetzelfde decreet worden in lid 1 de woorden "elke ondervoorzitter" vervangen door "onder hen, elk lid".

**HOOFDSTUK 3.** — *Bepaling tot wijziging van het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap.*

**Art. 8.** In artikel 1, 4° van het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, worden de woorden "decreet van 9 januari 2003 betreffende de transparantie, de autonomie en de controle in verband met de instellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren" vervangen door de woorden "decreet van 4 oktober 2023 betreffende het bestuur, de transparantie, de autonomie en de controle in verband met de instellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren".

**Art. 9.** Artikel 12 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt: “§ 1. De Raad van WBE kiest een voorzitter en een ondervoorzitter uit de leden bedoeld in artikel 5, lid 1. Ze ontlene hun mandaat aan verschillende erkende politieke fracties.

Het organiek reglement voorziet in de vervangingsregels bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter en de ondervoorzitter.

§ 2. De voorzitter, de ondervoorzitter, een door de Raad van WBE aangewezen bestuurder bedoeld in artikel 5, lid 1 en de administrateur-generaal vormen het Bureau dat is belast met de behandeling van de aan de Raad van WBE voor te leggen dossiers en de door die laatste gedelegeerde opdrachten.”

HOOFDSTUK 4. — *Slotbepalingen*

**Art. 10.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2024, met uitzondering van artikelen 2 tot 4 en 7 die in werking treden op 14 september 2024.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, op 5 oktober 2023.

De Minister-president, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en minister van Begroting, Ambtenarenzaken,  
Gelijke kansen en het toezicht op “Wallonie-Bruxelles Enseignement”,  
F. DAERDEN

De Vicepresident en minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en de Promotie van Brussel,  
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,  
C. DESIR

—  
Nota

Zitting 2023-2024

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 586-1 - Commissieverslag, nr. 586-2 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 586-3

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 4 oktober 2023.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C - 2023/45211]

**20 JUILLET 2023. — Décret relatif au soutien, au développement des compétences professionnelles et à l'évaluation des personnels de l'enseignement**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**TITRE 1<sup>er</sup>.** — *Dispositions insérant le mécanisme de soutien et de développement des compétences professionnelles dans le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le livre 6 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, le titre 1<sup>er</sup> est renommé : “ Titre 1<sup>er</sup> – De la formation professionnelle continue et du mécanisme de soutien et de développement des compétences professionnelles ».

**Art. 2.** A l'article 6.1.1-1 du Code précité, les modifications suivantes sont apportées :

1° L'actuel article 6.1.1-1 devient un paragraphe 1<sup>er</sup> ;

2° Un paragraphe 2 rédigé comme suit est inséré :

“ § 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, le chapitre 9, section 3 s'applique aux membres de l'équipe éducative des écoles, aux membres du personnel des internats et homes d'accueil, aux membres du personnel des centres techniques, aux membres du personnel des centres de dépaysement et de plein air et aux membres de l'équipe pluridisciplinaire des pôles territoriaux à l'exception des fonctions de sélection et de promotion.

Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, le chapitre 9, section 4, s'applique aux fonctions de sélection et de promotion hors directions à l'exception :

1° des titulaires de ces fonctions recrutées pour une durée inférieure à un an ;

2° des coordonnateurs de pôles territoriaux désignés à titre temporaire.

Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, les sections 1, 2 et 5 du chapitre 9 s'appliquent aux membres du personnel visés aux alinéas 1 et 2. ».

**Art. 3.** Dans l'article 6.1.6-7, du Code précité, les modifications suivantes sont apportées :

1° L'alinéa 1<sup>er</sup> du paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

“ Le membre du personnel décide d'utiliser ou de ne pas utiliser son portfolio comme support lors de son échange avec le directeur ou son délégué à l'occasion de l'entretien de développement professionnel ou encore dans le cadre d'un plan de développement des compétences professionnelles ou d'un plan d'accompagnement individualisé ainsi que lors de l'accompagnement des enseignants débutants. Le directeur ou son délégué doit accepter le choix du membre du personnel d'utiliser ou non son portfolio lors de cet échange. » ;